

« L'Afrique est ailleurs » : à propos de *Pour l'Afrique* d'Edgar Pisani*

L'OUVRAGE d'Edgar Pisani tient quelques vérités essentielles et parmi elles le fait que l'Afrique ne peut se développer sans une forme de protection économique. Alors que les grandes puissances, à commencer par les États-Unis et le Japon ou l'Allemagne fédérale, pratiquent sournoisement le protectionnisme, les pays africains dont l'économie est infiniment plus fragile, sont voués au « libre échange », toute velléité de protection étant tenue, en ce qui les concerne, comme impie et condamnable. De cette absence de protection procède, comme le constate justement l'auteur, l'impossibilité de construire une agriculture de subsistance capable d'assurer l'auto-suffisance alimentaire, base de tout développement.

Ayant perçu la cause profonde de la pauvreté des populations africaines, à savoir la politique économique à laquelle elles sont soumises, E. Pisani abandonne pourtant cette perspective prometteuse pour retenir à son tour un ensemble de « causes » au sous-développement, toujours les mêmes et toutes aussi trompeuses. Ce qu'il appelle, par exemple, le « téléscopage démographique », évocation dramatique d'une surpopulation incontrôlée qui serait à l'origine du déficit alimentaire. Mais d'où vient donc cette

« explosion démographique » que l'on place à l'origine de tous les malheurs de l'Afrique ? La démographie, toujours invoquée comme la cause naturelle des faits inexplicables de l'histoire, n'est pas en l'occurrence à l'origine du déficit alimentaire. Elle est l'effet d'une politique d'importation vivrière délibérée, qui a visé, pendant près d'un quart de siècle, à constituer une main-d'œuvre urbaine bon marché. La politique d'importation vivrière que déplore à juste titre E. Pisani et qui a ruiné en effet l'agriculture de subsistance, s'intègre logiquement dans l'économie de surexploitation appliquée à l'Afrique. Car contrairement à ce que pense aussi E. Pisani, il y a eu une industrialisation de l'Afrique et celle-ci n'a pas été une « erreur ». Elle a eu lieu, mais au bénéfice des investisseurs étrangers et elle a duré tout le temps que ces industries exigeaient une main-d'œuvre bon marché, le plus souvent peu qualifiée (encore que certaines industries étaient de haute qualification et des plus performantes). Depuis la « crise », c'est-à-dire la restructuration de l'industrie mondiale autour de technologies avancées, la main-d'œuvre bon marché des villes du tiers monde n'intéresse plus autant le capital et l'on assiste à un désinvestissement massif. La politique du FMI est, maintenant que la concurrence pour l'emploi est féroce, d'y faire monter le prix des subsistan-

* E. Pisani *Pour l'Afrique*, Paris, O. Jacob, 1988, 254 p.

ces, de réduire sinon supprimer les dépenses sociales et sanitaires et de diminuer ainsi la population salariée et urbaine en la repoussant dans les campagnes ou en la laissant mourir de faim et de maladie. Les effets de cette politique, imposée par le FMI, ne doivent pas être pris pour des erreurs et des négligences.

Autre cause du sous développement de l'Afrique, selon l'auteur, le « télescopage politique », c'est-à-dire « l'obsession de l'État par sa propre construction », en d'autres termes la bureaucratie, attribuée par E. Pisani à « l'erreur » d'avoir voulu copier les institutions étatiques européennes là où n'existait pas une conscience nationale. L'incurie apparente des États africains procède bien davantage de la complaisance de gouvernements corrompus qui appliquent contre leur propre peuple cette politique de surexploitation que nous leur imposons : la dette est faite en grande partie de dépenses militaires destinées à la répression qu'appelle cette surexploitation, ou à entretenir entre États voisins, querelles et suspicions qui compromettent leur union nécessaire. N'aurait-il pas été utile de rappeler à ce propos, comment certains de ces gouvernements ont été mis en place par l'élimination physique, dès l'aube de la décolonisation, d'hommes politiques africains qui auraient voulu une autre destinée pour leur peuple ; de rappeler les assassinats des chefs successifs de l'UPC et des autres victimes de nos services spéciaux ? Croit-on qu'un Bokassa, produit de notre armée coloniale ait été le choix des populations centrafricaines ? Pense-t-on qu'un chef d'État qui voudrait appliquer une véritable politique d'indépendance en Afrique survivrait longtemps à un coup d'État ? Peut-on concevoir que

ces dictateurs militaires qui s'appuient sur des monceaux d'armes étrangères soient entièrement libres à l'égard de leurs fournisseurs ? Est-il raisonnable dans ces conditions de s'adresser, comme le fait l'auteur, à de tels chefs d'État pour les inciter à une autre politique alors qu'ils appliquent, bon gré mal gré, celle qui est exigée d'eux ? alors qu'ils refusent par contre de pratiquer les unions nécessaires entre eux pour présenter un front politique et économique un peu plus capable de résister aux pressions colossales des grandes puissances ? Comment le chef d'une nation qui compte moins d'habitants qu'une métropole européenne pourrait-il d'ailleurs résister aux injonctions du FMI et protéger son peuple contre la misère, la morbidité et la mort que charrie la politique de cet organisme, alors que le gouvernement français a été contraint d'abandonner, sous la pression combinée des gouvernements « libéraux » américains et européens, la politique économique de relance qu'il voulait appliquer en 1981 ?

L'impression que l'on retire de cette lecture est que le sous-développement de l'Afrique serait ainsi le produit, non de cette politique qui lui est infligée, mais de « l'erreur » et l'ignorance. L'auteur ne tarit pas d'injonctions morales ni de recettes pratiques qui occupent la plus grande partie de l'ouvrage. Mais il s'agit là d'une vision quelque peu naïve : aucune « erreur » n'a été commise en Afrique : nos marchés du café, du cacao ou du coton n'ont-ils pas été toujours suffisamment approvisionnés et à des prix parfaitement raisonnables ? Les matières premières nous ont-elles manqué ? Le prix de la force de travail n'a-t-il pas été contenu dans

les pays « développés » et l'organisation syndicale jugulée par l'exploitation ininterrompue en Europe d'une main-d'œuvre bon marché venue de ces pays ? De si bons résultats sont l'effet d'une politique délibérément mise en œuvre au travers des organisations internationales. En 1960 un rapport de la CEE recommandait que les prix des matières premières agricoles en provenance d'Afrique soient fixés à un niveau tel que les « paysans soient maintenus juste la tête hors de l'eau ». C'est très précisément cette politique qui a été appliquée en Afrique et c'est à partir de là que l'on doit en juger.

Les Africains n'ont guère eu de choix : ou bien ils cultivaient des denrées agricoles d'exportation, « la tête tout juste hors de l'eau » et plus souvent au-dessous, ou ils alimentaient les entreprises étrangères en force de travail, (qu'elles soient sur leur sol ou en Europe) en se laissant recruter comme travailleurs migrants, c'est-à-dire comme main-d'œuvre précaire et bon marché, ayant à charge son propre entretien et sa propre reproduction.

Les chefs d'État africains sont certes responsables de la misère de leur peuple, non parce qu'ils commettent des « erreurs » mais parce qu'ils acceptent d'être les instruments de cette politique. Est-ce que E. Pisani ne se laisse pas abuser quand il présente l'Afrique comme un continent assisté ? Car cette politique est profitable : à combien reviendraient le cuivre ou les phosphates s'ils étaient exploités par des mineurs payés aux standards européens ou américains ? combien coûteraient les primeurs cultivées en Afrique et importées par avion si elles devaient être produites chez nous ? Sait-on que les allocations familiales en France épargnent plus

de deux milliards par an grâce aux travailleurs immigrés, n'en déplaie à M. Le Pen ? Que le fait d'employer des travailleurs formés et nourris jusqu'à leur maturité dans ces pays sous-développés, représentent des milliards de profits, investis chez nous, mais privant ces pays de leurs propres moyens d'accumulation ? Si l'Afrique ne rapportait rien, d'où viendraient les remboursements de cette dette accablante qui alimentent nos marchés financiers ? E. Pisani est bien placé pour connaître certains chiffres introuvables dans les statistiques officielles et portant sur les rapatriements de capitaux. N'aurait-il pas dû essayer de faire le bilan précis des transferts entre pays riches et pauvres ? N'eut-il pas été instructif de connaître très précisément le contenu de cette fameuse dette et combien de fois déjà elle a été repayée ?

En conclusion, s'adressant à un chef d'État africain imaginaire, E. Pisani ne lui tient qu'un discours moral accompagné de recettes pratiques, mais sans ouvrir le débat sur les problèmes essentiels : la politique de l'OUA par exemple ; le problème des frontières et de l'union interafricaine ; la manière de renverser la dépendance économique en organisant au profit des producteurs un autre marché des matières premières ; la mobilisation des capitaux par la création d'un marché financier adapté à leurs besoins d'équipement par la dépersonnalisation des investissements et une autre gestion de la Banque africaine de développement ; une politique de protection économique et des prix à la production qui permettent une progression de la productivité de l'agriculture vivrière sans obérer les salaires et les coûts industriels et qui prépare l'exode rural. Par

